

Par
**JEAN-BAPTISTE
DAOULAS**

Sur l'immigration, «un sujet aussi sensible», Emmanuel Macron revendique «d'aimer la nuance» et «d'avoir le sens de la vérité». C'est en tout cas ce que le chef de l'Etat affirmait la semaine dernière sur France 2 dans une émission dédiée aux «urgences françaises». Question «vérité», cela laisse parfois à désirer, puisqu'il s'est emmêlé les pinceaux sur la chaîne publique en affirmant qu'à Paris «la moitié au moins des faits de délinquance que l'on observe viennent de personnes qui sont des étrangers, soit en situation irrégulière, soit en attente de titre». Une affirmation pour le moins maladroite. Comme l'a relevé CheckNews, le ministère de l'Intérieur avance certes qu'au premier semestre 2022 «48% des mis en cause dans les faits de délinquance sont étrangers» à Paris intra-muros, mais sans distinguer quelle proportion serait «en situation irrégulière» ou «en attente de titre», comme l'a évoqué le président de la République.

Côté «nuance», ce n'est pas ça non plus, avec un ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, qui donne dans le manichéisme pour présenter son projet de loi sur l'immigration: «Si je devais résumer, je dirais qu'on doit désormais être méchants avec les méchants et gentils avec les gentils», a-t-il déclaré mercredi dans un entretien au journal *le Monde* accordé en compagnie d'Olivier Dussopt, le ministre du Travail.

Darmanin et Dussopt revisitent le duo du bon et du mauvais flic. A l'un, le conditionnement des titres de séjour pluriannuel à la réussite d'un examen de français, une vieille antienne de la droite, et surtout le durcissement des procédures de reconduite à la frontière. Son but: limiter les possibilités de recours et «rendre la vie impossible» aux personnes sous le coup d'une obligation de quitter le territoire (OQTF), en veillant notamment à les priver de prestations sociales ou d'accès à un logement social. A l'autre, la création d'un titre de séjour pour les «métiers en tensions», la menace de fermeture administrative pour les entreprises qui ont recours au travail illégal et l'obligation pour les employeurs de participer à une meilleure intégration de leurs travailleurs étrangers.

«C'EST DU SARKOZY DANS LE TEXTE»

Venu du Parti socialiste, le ministre du Travail envisage aussi d'exempter certains demandeurs d'asile du délai de carence qui les empêche de travailler pendant leurs six premiers mois en France. «On propose un texte qui est, je pense, intéressant pour toutes les forces politiques», veut croire Dussopt, alors que le gouvernement, dépourvu de majorité absolue, devra trouver des relais dans l'opposition pour faire voter son projet de loi à l'Assemblée.

L'exécutif joue au jeu dangereux des bons et des mauvais immigrés

Le gouvernement entend durcir les règles contre l'immigration illégale tout en promettant une meilleure intégration pour les travailleurs en situation régulière. Une tentative hasardeuse d'endiguer la montée du RN.

«On est toujours dans le "en même temps". Le simple fait que [Gérald Darmanin] présente ce texte avec le ministre du Travail témoigne qu'il n'y aura pas de message clair, a pilonné mercredi le tout aussi nuancé député LR des Alpes-maritimes Eric Ciotti. Je crains que finalement, ce texte ne soit qu'un vaste alibi pour aller vers une régularisation importante, voire massive, d'étrangers en situation irrégulière.»

«C'est du Sarkozy dans le texte», s'est au contraire indigné le député de La France insoumise, David Guiraud, quelques minutes après une prise de parole de Darmanin dans les couloirs de l'Assemblée nationale mercredi: «Il faut régulariser tous les travailleurs sans papiers. Tous. Je ne vois pas pourquoi ce ne serait le cas que dans les filières sous tension.»

Un bon résumé de la tenaille dans laquelle se trouve placé Emmanuel Macron. Soucieux de ne prêter le

flanc aux accusations d'inaction venues de l'extrême droite et de la frange la plus droitière de Les Républicains, le Président envoie régulièrement des œillades à leurs électeurs. En 2019, c'est dans *Valeurs*

«Ils tentent d'occuper l'espace pour assécher le RN. Mais à chaque fois qu'ils tentent d'occuper l'espace du RN, ils légitiment ses thèses et le font monter»

Ugo Bernalicis
député La France insoumise

actuelles, l'hebdomadaire phare de la droite réac, qu'il se livre à un long entretien sur l'immigration.

Après l'affaire Lola, dont la principale suspecte faisait l'objet d'une obligation de quitter le territoire, Emmanuel Macron se refuse à faire «un lien existentiel entre l'immigration et l'insécurité», mais il brandit malgré tout sa statistique hasardeuse sur les étrangers délinquants. Le chef de l'Etat tente tant bien que mal de s'appuyer sur un triptyque: «protéger» les demandeurs d'asile; «intégrer» les étudiants et les travailleurs «qui viennent nous aider à réussir et à bâtir le pays»; «durcir» les règles contre l'immigration illégale.

RISQUE DE SURENCHÈRE AVEC LES VOIX À DROITE

Le Rassemblement national et le meilleur moyen de l'empêcher de prospérer sur l'immigration restent l'obsession des macronistes. «Je constate que le RN pose des problè-

mes, mais ne veut jamais les résoudre. Et c'est bien logique, parce que s'il n'y avait plus de problème d'immigration en France, il n'y aurait plus de Rassemblement national», a lancé Gérard Darmanin à l'Assemblée nationale. «Ils tentent d'occuper l'espace pour assécher le RN. Mais à chaque fois qu'ils tentent d'occuper l'espace du RN, ils légitiment ses thèses et le font monter», s'agace en retour le député LFI Ugo Bernalicis.

Des consultations sont prévues avec des associations, les partenaires sociaux et les partis politiques avant l'arrivée du projet de loi d'immigration en première lecture au Sénat en 2023. Une fois de plus, le gouvernement ne pourra compter que sur les voix de la droite pour faire passer son texte, avec un risque de surenchère. «Le groupe LR présentera ses objectifs, prévient le député Pierre-Henri Dumont. S'ils ne sont pas repris, nous ferons obstacle au texte.»



Le 11 mai à Alfortville (Val-de-Marne).